



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
E'mail : communistes@sitecommunistes.org

31/08/2023

***Pas de compromis avec le capital et ses serviteurs :
c'est pas à l'Élysée, c'est pas à Matignon que l'on gagnera!***

Macron organise la rentrée politique à grand renfort de rencontres tous azimuts. **Mardi** matin Macron a réuni une dizaine de ses ministres et pas des moindres, E. Borne les indéboulinables B. Le Maire (Économie) et de Darmanin (intérieur) ; G. Attal (Éducation nationale) ; Dupond-Moretti (Justice) et A. Bergé (Solidarités et des Familles), pour étoffer son « *initiative politique d'ampleur* », réunion qui se poursuivra par un dîner avec les poids lourds de la majorité, S. Séjourné (chef de Renaissance), Bayrou, E. Philippe ce qui lui permettra de finaliser des textes qui feront consensus et permettront de mettre en place des projets de loi ou de référendum, qu'il présentera mercredi aux partis représentés au parlement. Tous les partis conviés à cette « *initiative politique d'ampleur* » ont répondu présent, tous acceptent la main tendue de Macron.

N'ayant plus de majorité absolue il lui faut élargir son assise politique pour imposer sa politique de régression sociale, les économies budgétaires prévues, les attaques contre les services publics, contre la sécurité sociale, l'éducation nationale et aller plus loin dans l'exploitation des travailleurs.

Après 12 heures de réunion de mercredi à ces « *Rencontres de Saint Denis* », les chefs des partis ont tous exprimés leurs « *désillusions* », « *leur déception* ». Ils sont « *restés sur leur faim* ».

Non seulement aucun n'est parti mais en plus ils en redemandent ils ont tous accepté de se revoir sur le même format, dans les mêmes conditions.... **O. Faure, premier secrétaire du PS**, a jugé « *qu'on était loin du grand soir* » ! Si le PS était pour mener la lutte contre le capitalisme cela se saurait et rien que l'expression de sa satisfaction à la promesse de Macron d'organiser « *une conférence salariale* » prouve que le capitalisme n'a rien à craindre du PS, les travailleurs oui. Quant à **F. Roussel**, il est désolé que Macron ait répondu « *non* » à sa proposition « *d'indexer les salaires sur l'inflation* ». F. Roussel, secrétaire national du PCF, a sans doute oublié qu'il y a un moyen pour y arriver : **c'est la lutte de classe**. Constat amer « *il y a des sujets sur lesquels nous avons des points de désaccord, je ne vois pas comment nous les dépasserons* ». Malheureusement il y a de plus en plus de sujets où il est en accord complet avec Macron, par exemple quand il appelle à « *renforcer les frontières pour que les français se sentent en sécurité* » ou qu'il demande « *qu'il y ait plus de policiers dans les quartiers populaires* ». Le LR Ciotti campé sur ses obsessions face à la « *submersion migratoire* » réclame à corps et à cris un durcissement des conditions d'accès à la nationalité française, un référendum sur l'immigration, « *Nous devons redonner sans délai la parole au peuple par le référendum* ! Qu'est-ce que Macron demande d'autre dans son référendum ? A quand l'alliance avec le LR ? **Pour le RN**, ce dernier ayant acquis ses lettres de noblesse à force de voter les textes de loi de Renaissance, il s'est glissé dans la peau d'un honorable partenaire à la gestion des affaires du grand capital. En juillet 2022, le RN a voté pour la défiscalisation des hausses de salaire, la suppression de la CAEV pour les entreprises, contre l'augmentation du Smic, qui mettrait en danger les entreprises capitalistes. Avec le parti macroniste Renaissance et Les Républicains, le Rassemblement National est bien le troisième fer au feu du capital, il ne défend en rien les travailleurs.

Côté patronat, à la demande du Président du Medef, Patrick Martin, Macron est intervenu en vidéo dès l'ouverture de la Rencontre des Entrepreneurs de France (REF) c'est une première jamais aucun président n'était intervenu dans ce cadre. Les médias titraient « *prolongement de la cotisation sur la valeur ajoutée (CAEV), coup de froid entre le patronat et l'exécutif* ». Macron a vite rassuré le Medef « *j'ai besoin de vous* », pas question de changer la politique fiscale des entreprises, pas d'augmentation d'impôts. La première ministre et le ministre de l'économie ont enfoncé le clou : « *le gouvernement applique depuis 2017 une politique pro-business, il n'est pas question de taxer d'avantage, les entreprises* » (E. Borne). « *Pour baisser les impôts des entreprises nous avons*

fait le job, nous avons fait preuve d'une constance remarquable sur la baisse des impôts, je ne dévierai pas de cette ligne » (B. Le Maire). Les deux mandats de Macron sont en faveur des entreprises capitalistes qui se goinfrent de profits, Medef et ministres l'ont reconnu. Ainsi se confirme la politique de centaines de milliards de cadeaux aux capitalistes, pour cela patrons et gouvernement, attaquent ensemble toutes les conquêtes sociales des travailleurs, taille dans les dépenses publiques sociales, RSA, Sécurité Sociale, indemnité chômage... c'est tout pour l'entreprise, pour les profits pour assurer la compétitivité capitaliste.

Coté syndicale : la rencontre avec le Medef, la CGT et la CFDT a permis à Macron, d'une part de peaufiner sa feuille de route en fonction des exigences des grandes entreprises capitalistes et d'autre part de prendre le pouls des directions des deux plus importants syndicats de salariés. Les dirigeantes de la CFDT, M. Léon et de la CGT, S. Binet, ont été reçues par Macron et à l'écoute des déclarations faite après cette rencontre, le ton était plutôt *« dialogue social »*. Pour M. Léon qui s'est dite toujours déterminée à obtenir des améliorations pour les droits des travailleurs : comment ? En discutant avec les interlocuteurs privilégiés : les employeurs *" c'est avec eux qu'il faut négocier pour tenter d'obtenir un compromis... En tous les cas ce n'est pas par des grèves qui bloquent l'économie, qui s'attaquent aux profits, aux dividendes des actionnaires qu'on arrivera à des compromis"* et d'ajouter *« Je ne sais pas ce qu'on en tête ceux qui affirment qu'il n'y a que les arrêts de travail qui fonctionnent. C'est un fantasme, une pure vue de l'esprit »*.

C'est pourtant par de longues luttes, fortes, reconductibles que les acquis sociaux ont été obtenus en 1936, en 1945 et en 1968, pas en suçant la roue des réunions parlementaires ou celles des réunions du parlement Européen.

La prochaine date de la journée d'action du 13 octobre contre l'austérité, pour les salaires, l'égalité femmes hommes a été choisie, parce que les états membre de l'UE débattent de leur loi des finances.

L'heure n'est pas à la conciliation : explosion des factures d'énergie, la flambée des prix, l'inflation qui repart à la hausse, l'explosion du coût de la rentrée universitaire, du prix des fournitures scolaires, les attaques du gouvernement contre ceux qui luttent et organisent les luttes ([voir article](#))¹, la colère de la jeunesse, les défaillances d'entreprises qui mettent les travailleurs à la rue... L'heure est à la lutte frontale contre le capital, luttes économiques et sociales pour prendre ce que le capital nous vole, luttes politiques pour abattre ce système et changer de société. Voilà l'orientation que s'est donnée notre parti et qu'a confirmée notre 9^e congrès.

⁽¹⁾<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/2411-un-secretaire-confederal-de-la-cgt-convoque-par-la-gendarmerie-la-repression-syndicale-decidee-au-plus-haut-niveau-de-letat-vient-de-franchir-un-nouveau-cap>